

## **SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 16 DECEMBRE 2008**

**Présents :** MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;  
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; DURIEUX J., Echevins;  
PIGEON M., HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G, POTTIEZ P., SENECAUT M.,  
LEURIDANT G., MULLER L., VANDERKEL A., DELHAYE-DEBAUQUE I,  
MORCRETTE C., DECAMPS P.; Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : Madame MAUROY-MOULIN-STALPAERT, Monsieur BREUSE et Madame ROBETTE-DELPUTTE.

-----

### **1. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 01 DECEMBRE 2008 - INFORMATION**

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Est informé de la situation de caisse au 01 décembre 2008 qui présente un solde débiteur de 1.944.274,30 euros.

-----

### **2. FINANCES – SYNODE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE BELGIQUE DE BAUDOUR-HERCHIES – BUDGET 2009 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 27.030,00 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter s'élève à 2.778,89 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le présent budget.

-----

### **3. FINANCES – FABRIQUE D'EGLISE SAINT BARTHELEMY A ERBAUT – BUDGET 2009 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 14.108,94 euros en recettes et en dépenses.

L'intervention communale à solliciter s'élève à 10.846.67 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire.

#### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le présent budget.

-----

**4. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT MARTIN A ERBISOEUL – BUDGET 2009 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 28.946,50 euros en recettes et en dépenses.

L’intervention communale à solliciter s’élève à 20.172,34 euros à l’ordinaire, il n’y a aucune intervention à l’extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le présent budget.

-----

**5. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT MARTIN A HERCHIES – BUDGET 2009 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 28.600,40 euros en recettes et en dépenses.

L’intervention communale à solliciter s’élève à 25.757,40 euros à l’ordinaire, il n’y a aucune intervention à l’extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le présent budget.

-----

**6. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT ELOI A JURBISE – BUDGET 2009 – AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 201.989,50 euros en recettes et en dépenses.

L’intervention communale à solliciter s’élève à 9.081,26 euros à l’ordinaire pour les frais de cultes et 181.000 euros à l’extraordinaire pour des travaux de ravalement de façades et réfection de toiture.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le présent budget.

-----

**7. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL SECOURS  
A MASNUY-SAINT-JEAN – BUDGET 2009 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 19.157,86 euros en recettes et en dépenses.

L’intervention communale à solliciter s’élève à 6.032,25 euros à l’ordinaire, il n’y a aucune intervention à l’extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le présent budget.

-----

**8. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT JEAN A MASNUY-SAINT-JEAN –  
BUDGET 2009 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 20.032,25 euros en recettes et en dépenses.

L’intervention communale à solliciter s’élève à 18.681,48 euros à l’ordinaire, il n’y a aucune intervention à l’extraordinaire

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le présent budget.

-----

**9. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT PIERRE A MASNUY-SAINT-  
PIERRE – BUDGET 2009 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 13.117,50 euros en recettes et en dépenses.

L’intervention communale à solliciter s’élève à 10.716,64 euros à l’ordinaire, il n’y a aucune intervention à l’extraordinaire.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le présent budget.

-----

**10. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE NOTRE DAME DE VACRESSE A  
HERCHIES VACRESSE – BUDGET 2009 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget présente un montant de 40.057,95 euros en recettes et en dépenses.  
L'intervention communale à solliciter s'élève à 30.947,95 euros à l'ordinaire, il n'y a aucune intervention à l'extraordinaire

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 17 voix pour et 1 abstention, sur le présent budget.

-----

**11. FINANCES – OCTROI D'UNE DOTATION COMMUNALE 2009 A LA ZONE  
DE POLICE SYLLE ET DENDRE - APPROBATION**

La Présidente expose la problématique de l'augmentation de la dotation communale à la Zone de Police en s'appuyant sur le rapport de la politique sécuritaire de la Commune.

Elle ajoute, ensuite, que par mesure de précaution, le budget 2009, prévoit un fond de réserve suffisant pour couvrir complètement la part communale et que notre Commune a toujours respecté la circulaire budgétaire durant l'élaboration des budgets successifs.

Madame SENECAUT fait cependant remarquer que selon la norme KUL appliquée au calcul de la dotation communale, Jurbise est la Commune de la Zone dont la part par habitant est la moins élevée (57€/H).

Le Receveur Communal rétorque que le nombre d'habitants n'est plus qu'un élément parmi d'autres pour l'établissement de la norme et que, si l'on considère, par exemple, la contribution de Jurbise par intervention, notre Commune est largement défavorisée.

Madame SENECAUT regrette aussi que lors de l'acquisition de l'immeuble situé route d'Ath à Jurbise, aucun dossier de demande de subsides n'ait été introduit, privant ainsi la Zone de Police de 70% de la valeur du bâtiment.

Le Receveur s'en explique.

Pour conclure, la Présidente réaffirme sa volonté de maintenir les effectifs et de donner les moyens à la Zone de Police de garantir la sécurité pour nos citoyens. Elle informe le Conseil Communal qu'une réunion avec le Ministre DEWAEL est prévue ce mercredi en présence du Receveur Communal et du Chef de Zone.

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

**Vu** le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**Vu** la Loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et notamment les articles 33, 38 à 41, 71 à 84, 88 et 208 qui concernent les questions budgétaires et comptables;

**Vu** la circulaire ministérielle PLP 45 du 24 novembre 2008 traitant les directives pour l'établissement du budget de police exercice 2009 à l'usage de la Zone;

**Vu** la circulaire ministérielle du 18 septembre 2008 traitant les directives pour l'établissement du budget communal;

**Attendu** qu'une dépense de transfert d'un montant de 606.686,55 euros est inscrite au budget communal de l'exercice 2009, aux fins d'une dotation à la zone de police;

**Décide** : par 16 voix pour et 2 abstentions.

**Article unique** : d'octroyer une dotation communale de 606.686,55 euros (montant octroyé en 2008 après modification budgétaire indexé de 2,5%) pour l'année 2009 à la Zone de police Sylle & Dendre et de transmettre la présente résolution au Comptable spécial et au Receveur Communal.

-----

## **12. FINANCES – BUDGET COMMUNAL EXERCICE 2009 SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE – APPROBATION**

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, assure la présentation des chiffres du budget et passe ensuite la parole à la Présidente, qui donne connaissance en la commentant, de la note de politique générale établie par le Collège Communal et annexé en partie 2 du budget.

Avant les différentes interventions, Monsieur EGELS remercie :

- Monsieur Florent BOTTE qui a fait preuve, une fois de plus, de son intelligence, de son esprit méthodique et de son élitisme;
- Le Personnel des Finances pour sa disponibilité, son application et sa compétence;
- La Bourgmestre et ses collègues Echevins qui ont collaboré de façon efficace et solidaire à l'élaboration de ce budget qui est le 9<sup>ième</sup> budget en boni.

Monsieur MULLER, pour le CDH, remarque que le budget 2009 présente 6 nouveaux projets sur 31, il qualifie donc celui-ci de plat réchauffé, insipide, copié-collé.

Mademoiselle MORCLETTE relève la non indexation des loyers des propriétés communales, le montant élevé du loyer des trois immeubles de la Haute Senne Logement (cure d'Erbaut) et l'important déficit prévu pour les activités artistiques et culturelles.

La Présidente souligne que par prudence budgétaire, le Collège Communal a préféré sous-évaluer les recettes prévues à cet article, argumentant les nombreux aléas qui peuvent être rencontrés lors d'organisations culturelles et artistiques. En ce qui concerne le loyer de la Cure d'Erbaut, Mademoiselle GALANT fait remarquer qu'il ne s'agit pas de logements sociaux mais bien de logements publics.

Monsieur MULLER souhaite connaître la statistique de la criminalité sur notre commune et suggère une diminution des prestations policières lors d'activités festives, afin de diminuer le coût de fonctionnement de la Zone.

La Présidente souligne que nos agents n'effectuent que des prestations dans le cadre légal de la sécurité et de l'ordre public.

Madame SENECAUT, pour le groupe PS, donne lecture d'une question à la Bourgmestre sur le logement public (voir note).

La Présidente précise que, si on applique la circulaire du Ministre ANTOINE, il faudra à terme construire plus de 300 logements sociaux, chose irréalisable techniquement et insupportable budgétairement. Elle réaffirme la volonté du groupe L.B. et du Collège Communal de ne pas rentrer dans ce type de politique de logement, mais de favoriser l'acquisition ou la construction. De plus, elle soulève l'incohérence du Ministre qui veut à tout prix imposer des logements sociaux à Jurbise, alors que dans une commune, telle que Frasnes-lez-Anvaing, qui est demandeuse, seulement 2 logements sont accordés sur 15 demandés. La Bourgmestre réaffirme sa volonté de faire du social à Jurbise, mais de manière différente, à l'instar du Taxi-Seniors. Enfin, elle dénonce l'argumentation de la mixité sociale en voulant faire intégrer des personnes à faibles revenus, en état de précarité, dans une commune rurale où le moindre déplacement nécessite un véhicule.

Quelques questions techniques sont alors posées au Receveur Communal, qui y répond directement.

Le budget communal de l'exercice 2009 du service ordinaire clôture aux montants suivants :

Recettes du service ordinaire

	FONCTIONS	PRESTA-TIONS	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général	500,00	145.000,00	24.000,00	0,00	169.500,00
019	Dette générale		0,00			0,00
029	Fonds		1.343.815,52			1.343.815,52
049	Impôts et redevances	50.500,00	5.803.402,47			5.853.902,47
059	Assurances	16.000,00	5.000,00			21.000,00
123	Administration générale	4.000,00	20.476,00	0,00		24.476,00
129	Patrimoine Privé	8.352,00	0,00	69.017,00		77.369,00
149	Calamités		0,00			0,00
369	Pompiers	0,00				0,00
399	Justice - Police	0,00	0,00	0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	11.260,00	200.289,41	0,00		211.549,41
599	Commerce Industrie			248.772,74		248.772,74
699	Agriculture	104,12				104,12
729	Enseignement primaire	328.600,00	474.170,71	0,00		802.770,71
739	Enseignement secondaire	0,00	0,00			0,00
767	Bibliothèques publiques	750,00	8.855,00			9.605,00
789	Education populaire et arts	82.952,50	3.000,00	0,00		85.952,50
799	Cultes			0,00		0,00

	FONCTIONS	PRESTA-TIONS	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
839	Sécurité et assistance sociale	500,00		0,00		500,00
849	Aide sociale et familiale	200,00	50,00			250,00
874	Alimentation - Eaux			9.819,20		9.819,20
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	250,00	38.388,00		0,00	38.638,00
877	Eaux usées	25.000,00	0,00			25.000,00
879	Cimetières et Protect. Envir.	13.500,00	500,00			14.000,00
939	Logement / Urbanisme	19.800,00	0,00	0,00		19.800,00
999	Totaux exercice propre	562.268,62	8.042.947,11	351.608,94	0,00	8.956.824,67
	Résultat positif exercice propre					15.698,85
999	Exercices antérieurs					7.646,60
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					8.964.471,27
	Résultat positif avant prélèvement					1.047,25
999	Prélèvements					0,00
999	Total général					8.964.471,27
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					1.047,25

### Dépenses du service ordinaire

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION-NEMENT	TRANS-FERTS	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général		910,00	0,00	7.500,00	0,00	8.410,00
019	Dettes générales				0,00		0,00
049	Impôts et redevances		58.000,00	0,00			58.000,00
059	Assurances	37.500,00	55.000,00		0,00		92.500,00
123	Administration générale	959.536,22	227.465,75	11.350,00	32.851,87		1.231.203,84
129	Patrimoine Privé	0,00	6.500,00		7.975,98		14.475,98
139	Services généraux	250,00	100,00				350,00
149	Calamités				0,00		0,00
360	Protection civile				306,00		306,00
369	Pompiers		0,00	534.957,64	4.880,96		539.838,60
399	Justice - Police	0,00	1.500,00	606.686,55	0,00		608.186,55
499	Communica./Voiries/cours d'eau	1.032.297,18	322.326,58	3.250,00	617.897,47		1.975.771,23
599	Commerce		0,00	31.372,00	153,00		31.525,00
699	Industrie						
699	Agriculture		0,00				0,00
729	Enseignement primaire	905.531,49	559.205,29	1.700,00	274.019,15		1.740.455,93

	FONCTIONS	PERSONNEL	FONCTION- NEMENT	TRANS- FERTS	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
739	Enseignement secondaire	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
767	Bibliothèques publiques	16.702,74	4.750,00	2.600,00			24.052,74
789	Education populaire et arts	351.723,87	166.265,00	3.404,12	51.819,84		573.212,83
799	Cultes		1.642,42	136.224,88	44.238,18		182.105,48
839	Sécurité et assistance sociale	0,00	17.750,00	730.000,00	8.110,41		755.860,41
849	Aide sociale et familiale	0,00	1.000,00	0,00	0,00		1.000,00
872	Santé et hygiène		4.000,00	24.500,00			28.500,00
874	Alimentation - Eaux		1.300,00		9.819,20		11.119,20
876	Désinfection/Netto yage/Immond.	86.854,49	197.437,07	451.606,78	43.502,48		779.400,82
877	Eaux usées		1.000,00	250,00	108.752,94		110.002,94
879	Cimetières et Protect. Envir.	94.791,78	3.300,00	0,00	38.252,51		136.344,29
939	Logement / Urbanisme		19.800,00	6.500,00	12.203,98		38.503,98
999	Totaux exercice propre	3.485.187,77	1.649.252,11	2.544.401,97	1.262.283,97	0,00	8.941.125,82
	Résultat négatif exercice propre						
999	Exercices antérieurs						22.298,20
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)						8.963.424,02
	Résultat négatif avant prélèvement						
999	Prélèvements						0,00
999	Total général						8.963.424,02
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.						

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le budget communal de l'exercice 2009 du service extraordinaire clôture aux montants suivants :

#### Recettes du service extraordinaire

	FONCTIONS	TRANS- FERTS	INVESTIS- SEMENT	DETTE	PRELEVE- MENTS	TOTAL
009	Général				0,00	0,00
059	Assurances	0,00		0,00		0,00
123	Administration générale	39.501,00		433.499,00		473.000,00
129	Patrimoine Privé	0,00	0,00	0,00		0,00
149	Calamités			0,00		0,00
360	Protection civile			15.000,00		15.000,00



	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
369	Pompiers			0,00		0,00
399	Justice - Police	0,00		0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	127.000,00	0,00	335.750,00		462.750,00
599	Commerce Industrie	2.500,00		7.500,00		10.000,00
729	Enseignement primaire	1.587.626,96	0,00	1.068.073,04		2.655.700,00
767	Bibliothèques publiques			0,00		0,00
789	Education populaire et arts	303.500,00		470.000,00		773.500,00
799	Cultes	0,00	0,00	341.000,00		341.000,00
839	Sécurité et assistance sociale	1.318.656,90		750.093,24		2.068.750,14
849	Aide sociale et familiale			0,00		0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.	0,00		0,00		0,00
877	Eaux usées	0,00		11.392,25		11.392,25
879	Cimetières et Protect. Envir.	16.500,00		8.500,00		25.000,00
939	Logement / Urbanisme	0,00		0,00		0,00
999	Totaux exercice propre	3.395.284,86	0,00	3.440.807,53	0,00	6.836.092,39
	Résultat positif exercice propre					
999	Exercices antérieurs					1.523.873,54
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					8.359.965,93
	Résultat positif avant prélèvement					1.513.865,90
999	Prélèvements					7.258,65
999	Total général					8.367.224,58
	Résultat budgétaire positif de l'ex.					1.521.124,55

## Dépenses du service extraordinaire

	FONCTIONS	TRANS-FERTS	INVESTIS-SEMENT	DETTE	PRELEVE-MENTS	TOTAL
009	Général				0,00	0,00
059	Assurances		0,00			0,00
123	Administration générale	0,00	473.000,00	0,00		473.000,00
129	Patrimoine Privé		0,00	0,00		0,00
149	Calamités			0,00		0,00
360	Protection civile	15.000,00				15.000,00
369	Pompiers	0,00				0,00
399	Justice - Police		0,00	0,00		0,00
499	Communica./Voiries/cours d'eau	0,00	462.750,00	0,00		462.750,00
599	Commerce Industrie		10.000,00			10.000,00
729	Enseignement primaire		2.655.700,00	0,00		2.655.700,00
767	Bibliothèques publiques		0,00			0,00
789	Education populaire et arts	0,00	777.500,00	0,00		777.500,00
799	Cultes	181.000,00	160.000,00	0,00		341.000,00
839	Sécurité et assistance sociale	0,00	2.068.750,14	0,00		2.068.750,14
849	Aide sociale et familiale		0,00			0,00
876	Désinfection/Nettoyage/Immond.		0,00		0,00	0,00
877	Eaux usées	0,00	0,00	11.392,25		11.392,25
879	Cimetières et Protect. Envir.	2.500,00	25.000,00			27.500,00
939	Logement / Urbanisme		0,00	0,00		0,00
999	Totaux exercice propre	198.500,00	6.632.700,14	11.392,25	0,00	6.842.592,39
	Résultat négatif exercice propre					6.500,00
999	Exercices antérieurs					3.507,64
999	Totaux (ex. propre et antérieurs)					6.846.100,03
	Résultat négatif avant prélèvement					
999	Prélèvements					0,00
999	Total général					6.846.100,03
	Résultat budgétaire négatif de l'ex.					

## **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Emet un avis favorable, par 13 voix pour, 3 abstentions et 2 voix contre, sur le budget communal de l'exercice 2009 des services ordinaire et extraordinaire.

-----

**13. FINANCES – AVANCE DE TRESORERIE EN VUE DE FAIRE FACE AU  
PAIEMENT DE DEPENSES ORDINAIRES OBLIGATOIRES URGENTES EN  
ATTENDANT NOTAMMENT LA PERCEPTION DES TAXES ET  
REDEVANCES REPRISES AU BUDGET COMMUNAL DE L'EXERCICE 2009 –  
APPROBATION**

**LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu la nécessité dans laquelle se trouve la commune de recouvrer à l'avance de trésorerie pour 2009 en vue de faire face au paiement de dépenses ordinaires obligatoires urgentes pour assurer la vie normale des établissements et services communaux, en attendant notamment la perception des taxes et redevances reprises au budget et centralisées à Dexia Banque;

Vu le Code la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

**DECIDE :**

Par 16 voix pour et 2 abstentions.

De solliciter Dexia Banque aux fins ci-dessus, une avance de trésorerie pouvant s'élever au solde non encore perçu des 9/10 du montant des taxes et redevances précitées.

Cette opération sera réalisée aux conditions en vigueur pour les avances de trésorerie gagées par le disponible des recettes ordinaires communales centralisées à Dexia Banque.

Il est expressément entendu que Dexia Banque pourra affecter d'office au remboursement de l'avance précitée toute somme qui sera portée au compte courant de la commune du chef des recettes ordinaires avancées.

Et s'engage irrévocablement :

- à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'inviter à l'avenir – notamment dans les extraits de rôle, avertissements et toutes invitations à payer quelles qu'elles soient – tous les contribuables à verser directement tant pour l'exercice courant que pour les exercices ultérieurs, lesdites taxes et redevances directement au compte suivant ouvert à Dexia Banque n° 097 – 1542920 – 38 associé au n° 91 – 0003837 – 83.
- à faire parvenir sans délai à tous les contribuables les extraits de rôle et éventuellement les avertissements et toutes invitations à payer.
- à aviser d'office et sans retard Dexia Banque de toute modification, réduction ou suppression des taxes et redevances en cause.

-----

**14. FINANCES – REGLEMENT COMMUNAL RELATIF A L'EXERCICE ET A  
L'ORGANISATION DES ACTIVITES FORAINES ET DES ACTIVITES  
AMBULANTES DE GASTRONOMIE FORAINE SUR LES FETES FORAINES**

## **PUBLIQUES ET LE DOMAINE PUBLIC - APPROBATION**

### **LE CONSEIL COMMUNAL,**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1122-30,

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, notamment les articles 8, 9 et 10,

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine,

Considérant qu'en vertu des articles 8 et 9 de la loi précitée du 25 juin 1993, l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public est déterminée par un règlement communal,

Sur proposition du Collège Communal,

Après délibération,

**ADOpte à l'unanimité:**

### **CHAPITRE 1<sup>ER</sup> – ORGANISATION DES ACTIVITES FORAINES ET DES ACTIVITES AMBULANTES DE GASTRONOMIE FORAINE SUR LES FETES FORAINES PUBLIQUES**

#### **Art. 1<sup>er</sup> – Champ d'application**

Est considérée comme fête foraine toute manifestation créée ou préalablement autorisée par la commune, rassemblant, en lieux et en des temps déterminés, des exploitants d'attractions foraines ou d'établissements de gastronomie foraine, qui y vendent des services et produits au consommateur.

Est considérée comme activité foraine toute vente, offre en vente ou exposition en vue de la vente de services au consommateur, dans le cadre de l'exploitation d'attractions foraines ou d'établissements de gastronomie foraine.

Le présent règlement ne s'applique pas aux parcs d'attractions ni aux attractions foraines sédentaires.

#### **Art. 2 – Fêtes foraines publiques**

Toutes les fêtes, foires seront annoncées par voie de publicité locale et autre. Tous les renseignements relatifs aux fêtes foraines peuvent être obtenus à l'Administration Communale – service de la Culture, Fêtes et Projets divers, rue du Moustier n°8 à 7050 Jurbise – 065/37.74.20.

Les fêtes foraines publiques sont organisées sur le domaine public communal, Places Publiques, Parc communal et les terrains de sports tout au long de l'année, elles débutent en avril et se terminent au 31 décembre de chaque année.

Le plan de chaque fête foraine publique peut être consulté conformément aux articles L3231-1 à L3231-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le Conseil Communal donne compétence au Collège Communal pour diviser les fêtes foraines publiques en emplacements et en établir la liste et le plan, sans préjudice de

l'application de l'article 5.4. Le Collège est également compétent pour y apporter toutes les modifications nécessaires.

Les emplacements occupés par les attractions et établissements forains et de gastronomie foraine à l'occasion des jours et week-ends des fêtes foraines ne peuvent être occupés que durant la période de l'évènement.

**Art. 3 – Personnes auxquelles des emplacements peuvent être attribués et conditions d'attribution**

§ 1<sup>er</sup>. Les emplacements pour les attractions foraines et les établissements de gastronomie foraine avec service sur une table sur les fêtes foraines publiques sont attribués :

- aux titulaires d'une « autorisation patronale d'activités foraines » pour leur propre compte;
- aux personnes morales par l'intervention de la personne responsable de leur gestion journalière titulaire de « l'autorisation patronale d'activités foraines »;
- Le bénéficiaire de l'attribution est soumis aux conditions suivantes :
- l'exploitant doit être dûment couvert par des polices d'assurance en responsabilité civile et contre les risques d'incendie;
- lorsqu'il s'agit d'une attraction foraine à propulsion de personnes actionnée par une source d'énergie non humaine, ladite attraction satisfait aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté royal du 18 juin 2003 relatif à l'exploitation des attractions foraines;
- l'exploitant doit apporter la preuve que l'établissement de l'attraction foraine recourant à des animaux est conforme aux prescriptions réglementaires relatives à cette matière;
- l'exploitant doit apporter la preuve que l'établissement de gastronomie foraine avec service à table ainsi que les personnes qui y sont occupées satisfont aux conditions réglementaires en matière de santé publique;
- aux titulaires d'une « autorisation patronale d'activités foraines » pour leur propre compte;
- aux personnes morales par l'intervention de la personne responsable de leur gestion journalière titulaire de « l'autorisation patronale d'activités foraines ».

§ 2. Les emplacements pour les établissements de gastronomie foraine sans service à table sur une fête foraine publique sont attribués :

- aux titulaire d'une « autorisation patronale d'activités ambulantes » pour leur propre compte;
- aux personnes morales par l'intervention de la personne responsable de leur gestion journalière titulaire de « l'autorisation patronale d'activités ambulantes ».

Le bénéficiaire de l'attribution est soumis aux conditions suivantes :

- l'exploitant doit être dûment couvert par des polices d'assurance en responsabilité civile et contre les risques d'incendie;
- l'exploitant doit apporter la preuve que l'établissement ainsi que les personnes qui y sont occupées satisfont aux conditions réglementaires en matière de santé publique.

§ 3. Dans les deux cas, afin de garantir la diversité de l'offre, le nombre d'emplacements par entreprise est limité à 2.

#### **Art. 4 – Proportion abonnement – emplacements attribués pour la durée de la fête foraine publique.**

Les emplacements sur les fêtes foraines publiques sont attribués par abonnement ou, dans certains conditions, pour la durée de la foire.

L'attribution pour la durée de la fête foraine est possible :

- en cas d'absolue nécessité;
- en cas d'obligations inhérentes au renouvellement de la foire (par exemple, l'introduction des nouvelles attractions).

Les emplacements par abonnement sont attribués à l'exploitant qui a obtenu un même emplacement pendant trois années consécutives un même emplacement pouvant faire l'objet d'un abonnement.

Pour le calcul du délai, les années consécutives d'occupation de l'emplacement par le cédant sont comptabilisées au bénéfice du cessionnaire.

Toutefois, lorsque l'emplacement est obtenu à la suite de la suspension de l'abonnement, cette règle n'est pas applicable, sauf si l'obtention résulte de la suspension de l'abonnement par le cédant.

#### **Art. 5 – Procédure d'attribution des emplacements sur les fêtes foraines publiques**

##### **§.1. Vacance et candidature emplacement**

Lorsqu'un emplacement est vacant, le Collège Communal annonce cette vacance par la publication d'un avis.

Cette publication se fera au moyen d'un avis affiché sur le tableau d'information communal ou via le site web de la commune ou via la presse locale.

Les candidatures sont adressées au Collège Communal selon les prescriptions et dans le délai prévu dans la publication. Les candidatures qui ne répondent pas à ces conditions ne seront pas retenues.

##### **§.2. Examen des candidatures et attribution des emplacements**

Avant la comparaison des candidatures, le Collège Communal procède à la vérification de l'autorisation d'exercer et de l'identité du candidat, ainsi que du respect des conditions mentionnées à l'article 3 du présent règlement.

Les emplacements sont attribués sur la base des critères suivants :

- a) le genre d'attraction ou d'établissement;
- b) les spécifications techniques de l'attraction ou de l'établissement;
- c) le degré de sécurité de l'attraction ou de l'établissement;
- d) l'attrait de l'attraction ou de l'établissement;
- e) la compétence de l'exploitant, des préposés-responsables et du personnel employé;
- f) s'il y a lieu, l'expérience utile;
- g) le sérieux et la moralité du candidat.

L'ouverture des candidatures et leur examen comparatif, la vérification des conditions mentionnées à l'article 3 du présent règlement et la décision motivée d'attribution de l'emplacement sont actées dans un procès verbal, qui peut être consulté conformément aux articles L3231-1 à L3231-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

### **5.3. Notification des décisions**

Le Collège Communal notifie à l'attributaire et à chaque candidat non retenu la décision le concernant :

- Soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;
- Soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception;
- Soit sur support durable contre accusé de réception.

### **5.4. Plan ou registre des emplacements**

Un plan ou registre est tenu, mentionnant au moins pour chaque emplacement attribué :

- 1° la situation de l'emplacement;
- 2° les modalités d'attribution de l'emplacement;
- 3° la durée du droit d'usage ou de l'abonnement;
- 4° le nom, le prénom, l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué;
- 5° s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social;
- 6° le numéro d'entreprise;
- 7° le genre d'attraction ou d'établissement admis occupé ou admis sur l'emplacement;
- 8° le prix de l'emplacement, sauf s'il est fixé de manière uniforme;
- 9° s'il y a lieu, l'identification du cédant et la date de la cession.

### **5.5. Procédure d'urgence**

Une procédure d'urgence est prévue lorsque, dans les quinze jours précédant l'ouverture de la fête foraine, des emplacements demeurent vacants, pour une des raisons suivantes :

- les emplacements n'ont pas pu être attribués à l'issue de la procédure ordinaire (Cf : article 5 du présent règlement);
- les emplacements le sont devenus entre-temps;
- les emplacements sont inoccupés en raison de l'absence de leur titulaire;

La procédure d'urgence est fixée comme suit :

- 1° Le Collège Communal consulte les candidats de son choix; dans la mesure du possible, il s'adresse à plusieurs candidats;
- 2° les candidatures sont introduites soit sur support durable avec accusé de réception, soit par écrit contre accusé de réception;
- 3° Le Collège Communal ou son délégué procède à l'attribution des emplacements;
- 4° il établit un procès-verbal mentionnant, par vacance ou emplacement inoccupé, les candidats qui ont fait acte de candidature;

5° lorsque plusieurs candidats postulent un même emplacement, le Collège Communal ou son délégué indique au procès-verbal la motivation de son choix;

6° Le Collège Communal notifie à chaque candidat la décision qui le concerne, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit sur support durable avec accusé de réception.

Le placement des exploitants d'attractions ou d'établissements forains auxquels un emplacement a été attribué sur la base de la procédure d'urgence, peut donner lieu à des aménagements du plan de la fête foraine, pour autant que ceux-ci demeurent limités et strictement motivés par les nécessités techniques d'incorporation des nouveaux arrivants dans le champ de foire.

Les aménagements doivent être soumis à l'approbation du plus prochain Conseil communal ou Collège communal, selon le cas.

#### **Art. 6 – Durée des abonnements**

Les abonnements ont une durée de cinq ans; ils sont renouvelés tacitement à leur terme, sans préjudice de la possibilité pour leurs titulaires de les suspendre ou d'y renoncer conformément au présent règlement.

Le titulaire d'un abonnement peut, sur demande motivée, obtenir un abonnement pour une durée plus courte. Cette demande est honorée lorsqu'elle est justifiée par la cessation des activités en fin de carrière.

Elle est laissée à l'appréciation du Collège Communal, lorsqu'elle est sollicitée pour d'autres motifs.



## **Art. 7 – Suspension de l'abonnement par son titulaire**

1° Le titulaire d'un abonnement peut suspendre celui-ci lorsqu'il se trouve dans l'incapacité temporaire d'exercer son activité :

- soit pour maladie ou accident attesté par un certificat médical;
- soit pour cas de force majeure dûment démontré;

Dans ces deux hypothèses, la suspension prend effet le trentième jour suivant la notification de l'incapacité et cesse le trentième jour suivant la notification de la reprise des activités.

Si la suspension excède un an, elle doit être renouvelée au moins trente jours avant la date de début de la fête foraine.

2° lorsqu'il dispose d'un abonnement pour une autre fête foraine qui se déroule à une même période.

La suspension doit être notifiée au moins trois mois avant le début de la fête foraine. Elle ne peut excéder trois années consécutives.

La suspension implique la suspension des obligations réciproques nées du contrat.

La demande de suspension doit se faire :

- Soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;
- Soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception;
- Soit par fax ou courrier électronique avec accusé de réception;

## **Art. 8 – Renonciation à l'abonnement par son titulaire**

Le titulaire d'un abonnement peut renoncer à l'abonnement :

- à son terme, moyennant un préavis d'au moins trois mois;
- à la cessation de ses activités en qualité de personne physique ou celles de la personne morale, moyennant un préavis d'au moins trois mois;
- s'il est dans l'incapacité définitive d'exercer son activité pour l'une des raisons mentionnées à l'article 7. Le renon prend effet le trentième jour suivant la notification de l'incapacité;
- pour tous autres motifs, la décision de donner suite à cette demande est laissée à l'appréciation du Bourgmestre, son délégué ou le concessionnaire;
- les ayants droit de la personne physique exerçant son activité pour son propre compte peuvent, au décès de celle-ci, renoncer sans préavis, à l'abonnement dont elle était titulaire.

## **Art. 9 – Suspension ou retrait de l'abonnement par la commune**

Le Collège Communal peut retirer ou suspendre l'abonnement :

- soit parce que le titulaire de l'emplacement ne satisfait plus aux obligations légales relatives à l'exercice des activités foraines ou ambulantes visées par le présent règlement ou celles relatives à l'attraction ou l'établissement concerné;
- soit pour raisons de sécurité et de sûreté sur la voie publique.

La décision de suspension est communiquée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou sur un support durable contre accusé de réception.

## **Art. 10 – Cession d'un emplacement**

La cession d'un emplacement est autorisée lorsque :

- le titulaire d'un emplacement sur une fête foraine publique cesse l'exploitation de son ou de ses attractions ou de son ou ses établissements;
- le titulaire de l'emplacement décède. Ses ayants droit peuvent céder son emplacement.

Dans les deux cas, la cession est uniquement possible aux conditions suivantes :

- le ou les cessionnaires reprennent la ou les attractions ou le ou les établissements exploités sur les emplacements cédés;
- le repreneur satisfait aux conditions d'attribution d'un remplacement sur la fête foraine (cf. article 3);
- le Collège Communal a constaté que le repreneur satisfait aux conditions de cession.

### **Art. 11 – Suppression définitive d'emplacements**

Un préavis de un an est donné aux titulaires d'emplacements en cas de suppression définitive d'une fête foraine ou d'une partie de ses emplacements. En cas d'absolue nécessité ce délai n'est pas d'application.

## **CHAPITRE 2 – ORGANISATION DES ACTIVITES FORAINES ET DES ACTIVITES AMBULANTES DE GASTRONOMIE FORAINE SUR DOMAINE PUBLIC, EN DEHORS DES FÊTES FORAINES PUBLIQUES**

### **Art. 12 – Champ d'application**

§1<sup>er</sup>. Activités organisées à la demande d'un exploitant forain

Quiconque souhaite occuper un emplacement à un ou plusieurs endroit(s) du domaine public, en dehors des fêtes foraines publiques, afin d'exploiter une attraction foraine ou un établissement de gastronomie foraine avec ou sans service à table doit le demander au préalable à la commune par courrier postal.

§2. Activités organisées par la commune

Lorsque la commune souhaite attribuer un emplacement sur le domaine public, la procédure décrite à l'article 5 est suivie.

Les heures d'ouverture sont à convenir avec les demandeurs, les services de Police ayant été préalablement consultés.

### **Art. 13 – Droit d'emplacement**

Les emplacements sont limités en fonction de l'espace disponible (rues, places, terrains...) où a lieu l'évènement.

Le prix de l'emplacement est gratuit.

### **Art. 14 – Conditions en matière d'attribution et d'occupation des emplacements**

Les personnes répondant aux conditions d'obtention (cf. article 3) peuvent obtenir un emplacement sur le domaine public et l'occuper.

### **Art. 15 – Durée de l'autorisation**

L'autorisation est accordée par la commune pour une période déterminée.

## **CHAPITRE 3 – DISPOSITIONS COMMUNES ET FINALES**

### **Art. 16 – Personnes chargées de l'organisation pratique des activités foraines**

Les personnes chargées de l'organisation pratique des fêtes foraines publiques et des activités foraines sur le domaine public, dûment commissionnées par la Bourgmestre ou son délégué, sont habilitées, dans l'exercice de leur mission, à vérifier, outre le titre d'identité et l'autorisation d'exercer, les documents apportant la preuve des conditions visées à l'article 3 du présent règlement.

### **Art. 17 – Communication du règlement au Ministre des Classes moyennes**

Conformément à l'article 10, par. 2, de la loi précitée du 25 juin 1993, un projet du présent règlement a été transmis au Ministre des Classes moyennes le 14 octobre 2008, le présent règlement est définitivement adopté.

Compte tenu de la réception d'un avis comportant des observations quant à la non-conformité à la loi de certaines dispositions du projet de règlement, le projet de règlement a été modifié avant l'adoption définitive du présent règlement.

Le Conseil communal communiquera le présent règlement dans le mois de son adoption au Ministre des Classes moyennes.

### **Art. 18 – Entrée en vigueur du présent règlement**

Le présent règlement est envoyé au ministre des Classes moyennes dans le mois qui suit son adoption et entre en vigueur le 5<sup>ème</sup> jour qui suit celui de sa publication (Cf : article L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation).

-----

## **15. QUESTIONS ORALES**

Madame DEBAUQUE demande l'état d'avancement du dossier de la Voie Nisolle.

Monsieur HORNY, Echevin des Travaux, lui répond.

Monsieur HALLOT questionne la Présidente sur le refinancement du Service Incendie en 2009.

La Bourgmestre lui répond que cette problématique fédérale est en cours de discussion mais que l'accord final n'est pas encore intervenu.

Monsieur HALLOT demande à la Présidente de convier les responsables de la Zone de Police dans le cadre d'un point prévu à l'ordre du jour d'un prochain Conseil, afin de pouvoir discuter avec eux du refinancement de la Zone.

Madame SENECAUT s'interroge sur la suite réservée au courrier du Service Wallon des Transports, concernant la problématique des coussins berlinois à la chaussée Brunehaut à Masnuy-Saint-Jean.

La Présidente précise que le Collège Communal a acté celui-ci.

-----

## HUIS CLOS

-----

L'ordre du jour étant épuisé, la Présidente lève la séance.

**PAR LE CONSEIL,**

Le Secrétaire,

La Présidente,